

ACTION URGENTE

MEXIQUE. L'ACCORD ÉTATS-UNIS-MEXIQUE SEMBLE PEU PROBABLE

Selon des sources diplomatiques, les négociations visant à reconnaître au Mexique le statut de « pays tiers sûr » ont été abandonnées.

Ces dernières semaines, Amnesty International a reçu des informations de la part de journalistes qui avaient interrogé des sources diplomatiques. Selon ces dernières, l'accord visant à reconnaître au Mexique le statut de « pays sûr » n'était plus sur la table des négociations entre le Mexique et les États-Unis. Cet accord aurait empêché tous les demandeurs d'asile qui transitent par le Mexique de solliciter une protection auprès des États-Unis, et les aurait obligés à rester au Mexique, pays dangereux et sous-équipé. En août dernier, Amnesty International s'est opposé à cet accord dans une Action Urgente (www.amnesty.org/fr/documents/amr41/8936/2018/fr).

Début octobre, au lieu de l'« accord de pays tiers sûr », l'administration Trump a annoncé la décision de transférer les fonds affectés à l'aide aux pays étrangers du Département d'État au département de la Sécurité intérieure afin de payer pour les expulsions du Mexique vers des pays tiers. Cette annonce d'un financement de 20 millions de dollars a été critiquée par plusieurs membres du Congrès et de la société civile.

S'il est inquiétant que ces fonds soient affectés aux expulsions, il semblerait toutefois que pour l'instant, un accord plus large ne soit pas une possibilité imminente.

Aucune action complémentaire n'est pour l'instant requise de la part des membres du réseau Actions urgentes. Un grand merci à toutes les personnes qui ont envoyé des appels.

Ceci est la première mise à jour de l'AU AMR 41/8936/2018. Pour plus d'informations : www.amnesty.org/fr/documents/amr41/8936/2018/fr/



